

Cuba : bientôt plus de droits pour la communauté LGBT, selon Mariela Castro



"Dans la Constitution il y a une partie sur les opportunités, les droits, qui doivent aussi concerner les personnes LGBT", explique cette militante de longue date pour les minorités sexuelles.

"Les Constitutions n'incluent pas forcément des dispositions spécifiques. (Mais) elles ouvrent la porte pour ensuite dialoguer sur des modifications du système législatif", ajoute-t-elle.

Directrice du Centre national d'éducation sexuelle (Cenesex), Mariela Castro milite en faveur des politiques pour les femmes et la communauté LGBT. Avec, sur la table, un débat : celui du mariage homosexuel.

"La Constitution ouvre la voie pour que le peuple décide. Et si la population se prépare, s'informe et qu'on lui donne suffisamment d'informations, nous prendrons les décisions les plus révolutionnaires, justes, qui concernent les droits de toutes les personnes", affirme-t-elle.



La députée Mariela Castro, fille de l'ex-président Raul Castro, lors d'une conférence de presse au centre national de l'éducation sexuelle, le 20 juin 2018 à La Havane, à Cuba (AFP - ADALBERTO ROQUE)

L'Assemblée nationale travaille à une réforme de la Constitution de 1976 avec l'objectif, tout en maintenant son caractère socialiste, d'adapter le pays à la nouvelle époque économique et sociale.

- Diaz-Canel comme disciple -

Dans la foulée de la révolution castriste en 1959, les minorités sexuelles étaient stigmatisées et les homosexuels harcelés, voire envoyés en camps de "rééducation". S'appliquait alors une politique de marginalisation vouée à les exclure de tout emploi public.

Plusieurs décennies plus tard, l'horizon s'est dégagé et en 2010, Fidel Castro - pourtant peu habitué à verser dans l'autocritique - a reconnu les "injustices" faites aux homosexuels qui provoquèrent l'exil forcé de nombreux intellectuels et artistes dans les années 1960, 1970 et 1980.



La députée Mariela Castro, fille de l'ex-président Raul Castro, lors d'une conférence de presse au centre national de l'éducation sexuelle, le 20 juin 2018 à La Havane, à Cuba (AFP - ADALBERTO ROQUE)

Membre du parti unique au pouvoir, le Parti communiste de Cuba (PCC), Mariela Castro mène un travail d'éducation à la tolérance des dirigeants comme des citoyens.

Et l'un de ses disciples a notamment été Miguel Diaz-Canel, au moment où il entrait dans l'Union des jeunes communistes, et qui a succédé à Raul Castro à la présidence de Cuba en avril.

"A une époque, il allait au Cenesex et participait à nos réunions. A partir de là, nous avons eu un dialogue très productif et, au fil des années, il m'a donné de bonnes idées sur la façon de travailler sur ces thématiques au niveau politique", se rappelle Mariela.

"Ma mère (la guérillera Vilma Espin, décédée en 2007, ndlr) disait qu'en travaillant avec les jeunes, au fil du temps, nous aurions de bons résultats. Diaz-Canel en est un bon exemple".

- "Espaces de dialogue" -

Pour Mariela Castro, la société cubaine a bien avancé sur la question des droits des minorités sexuelles.

"Avant il y avait des préjugés au moment de parler de cela. Il y a 11 ans, nous avons commencé à travailler sur la journée contre l'homophobie et la transphobie, et cela a beaucoup aidé à créer des espaces de dialogue dans la population", dit-elle.

Depuis plus d'une décennie, La Havane accueille aussi chaque année la Conga, un défilé gay.

"Il y a des gens que ça dérange de voir des personnes LGBT avec des attitudes carnavalesques et d'autres que cela amuse", mais "nous ne voulons pas provoquer de malaise sinon un intérêt pour dialoguer".

Mariela pense que cela ne suffit pas d'approuver des lois favorables aux personnes LGBT, car dans des pays comme le Mexique, où le mariage pour tous est légal, cette communauté reste victime de nombreux meurtres.

"Avec le mariage (gay), ont-ils réussi à changer cette attitude violente ? Non. La loi est une bonne chose,

mais il faut faire un travail politique et cela n'a pas assez avancé".